

Art. 22. Un organisme privé de placement peut acquérir des ensembles de créances ou acquérir des créances par des cessions successives ou continues.

Art. 23. Les organismes privés de placement détiennent des créances et peuvent accessoirement détenir des placements à terme, des liquidités et des instruments financiers.

Les créances sont acquises en exécution d'une convention de cession selon les conditions et modalités y prévues.

Art. 24. La société de placement en créances ou la société de gestion du fonds de placement peut, dans le cadre de sa mission et pour compte des organismes de placement en créances qu'elle gère, acheter, émettre ou vendre des options d'achat ou de vente sur instruments financiers, instruments d'intérêts ou valeurs mobilières ou conclure des swaps ou contrats à terme sur valeurs mobilières ou sur taux d'intérêt, ainsi que traiter des options sur de tels contrats pour autant que l'opération se rapporte à la couverture d'un risque lié à un ou plusieurs éléments du bilan.

CHAPITRE V. — Euro-obligations

Art. 25. Les opérations qui répondent aux critères visés à l'article 34, § 11 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 concernant le contrôle des banques et le régime d'émission des titres et effets n'ont, par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 9 janvier 1991 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne et à l'assimilation de certaines opérations à une offre publique, pas de caractère public au sens de l'article 105 de la loi dans le chef de l'organisme de placement.

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 26. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT
Le Vice-Premier Ministre,
Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

Art. 22. Een private beleggingsinstelling kan pakketten schuldvorderingen en kunnen bijkomend termijnbeleggingen, liquide middelen en financiële instrumenten houden.

Art. 23. De private beleggingsinstellingen beleggen in schuldvorderingen en kunnen bijkomend termijnbeleggingen, liquide middelen en financiële instrumenten houden.

De schuldvorderingen worden verworven in uitvoering van een overdrachtsovereenkomst volgens de daarin bepaalde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 24. Onverminderd artikel 23, kan de vennootschap voor belegging in schuldvorderingen of de beheersvennootschap van het fonds van belegging in het kader van haar opdracht en voor rekening van het fonds voor belegging in schuldvorderingen die zij beheert, alle soorten financiële instrumenten, aan- of verkoopopties op financiële instrumenten, renteinstrumenten of deviezen kopen, uitgeven of verkopen dan wel swaps of termijnovereenkomsten op deviezen of op rente sluiten en opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen voor zover de verrichting dient als dekking van een risico verbonden aan één of meer balansbestanddelen.

HOOFDSTUK V. — Euro-obligaties

Art. 25. Verrichtingen die voldoen aan de criteria gesteld voor verrichtingen met euro-obligaties in artikel 34, § 11 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten hebben in afwijking van artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 januari 1991 over het openbaar karakter van verrichtingen om spaargelden aan te trekken en de gelijkstelling van bepaalde verrichtingen met een openbaar bod, in hoofde van de beleggingsinstellingen, geen publiek karakter voor de toepassing van artikel 105 van de wet.

TITEL III. — Slotbepalingen

Art. 26. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT
De Vice-Eerste Minister,
Minister van Economie en van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

COUR D'ARBITRAGE

F. 97 — 1499

[C — 97/21216]

Arrêt n° 43/97 du 14 juillet 1997

Numéro du rôle : 983

En cause: le recours en annulation de l'article 1^{er}, alinéa 2, 2°, a) à c), du décret de la Région wallonne du 6 mars 1996 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les jeux et paris, introduit par la s.a. Derby.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 août 1996 et parvenue au greffe le 2 septembre 1996, la s.a. Derby, dont le siège social est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 715, a introduit un recours en annulation de l'article 1^{er}, alinéa 2, 2°, a) à c), du décret de la Région wallonne du 6 mars 1996 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les jeux et paris (publié au *Moniteur belge* du 9 mars 1996).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 2 septembre 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 25 septembre 1996.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 26 septembre 1996.

Le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 7 novembre 1996.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 25 novembre 1996.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 23 décembre 1996.

Par ordonnance du 23 janvier 1997, la Cour a prorogé jusqu'au 30 août 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 6 février 1997, la Cour a complété le siège par le juge M. Bossuyt.

Par ordonnance du 30 avril 1997, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 21 mai 1997.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 2 mai 1997.

A l'audience publique du 21 mai 1997 :

- ont comparu :

. Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, *loco* Me Ph. Gérard, avocat à la Cour de cassation, et *loco* Me J.-E. Flagey, avocat au barreau de Bruxelles, pour la s.a. Derby;

. Me E. Denis, avocat au barreau de Mons, pour le Gouvernement wallon;

- les juges-rapporteurs R. Henneuse et M. Bossuyt ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

La requête

A.1. La requérante exerce ses activités, d'une part, comme exploitant d'agences autorisées pour les courses étrangères et, d'autre part, comme commissionnaire de tiers pour les courses belges.

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 172, alinéa 2, de la Constitution, en ce que la disposition attaquée opère une discrimination entre les taux applicables aux courses courues en Belgique et celles courues à l'étranger. En effet, alors que, en ce qui concerne les premières, le taux antérieur de 10 p.c. a été maintenu, par contre, en ce qui concerne les courses courues à l'étranger, le taux a été modalisé en fonction du montant des sommes engagées, ce taux variant entre 10 et 11 p.c. L'objectif ressortant des travaux préparatoires était, outre de dégager de nouvelles recettes pour la Région wallonne, de favoriser les agences hippiques situées en Région wallonne.

A.2.2. Le second moyen est également pris de la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution. D'une part, le but poursuivi - à savoir favoriser les opérateurs wallons, seule la requérante supportant en effet la taxe de 11 p.c. - est illégitime. D'autre part, à supposer que l'objectif soit exclusivement budgétaire, il n'apparaît pas adéquat, par rapport à celui-ci, d'avoir laissé inchangé le taux applicable aux courses courues en Belgique. En toute hypothèse la taxation contestée apparaît-elle disproportionnée par rapport au but précité, dès lors que, préalablement à une telle hausse des taux, il aurait convenu que les taxes existantes soient complètement perçues - ce qui n'est pas le cas.

Le mémoire du Gouvernement wallon

En ce qui concerne le premier moyen

A.3.1. Le but poursuivi par la disposition contestée était de se procurer des recettes supplémentaires « aux fins de remplir [les] objectifs socio-économiques et culturels » de la Région, objectif - légitime - motivé par l'intérêt général. Les catégories des courses courues à l'étranger et en Belgique préexistant à l'adoption de la disposition en cause, seuls les taux ont en réalité été modifiés par celle-ci, et ce non en fonction des contribuables mais des matières imposables. Il existe en fait trois catégories soumises à des taux différents, concernant, respectivement, les courses courues à l'étranger, les courses courues en Belgique dans le cadre du pari mutuel, d'une part, et dans le cadre des paris à la cote, d'autre part. Dès lors que le législateur voulait augmenter les recettes, il apparaît justifié d'avoir visé les courses dont l'assiette (le volume des sommes engagées dans les courses) était la plus importante - à savoir les courses étrangères. Par ailleurs, il est relevé que les deux autres régions différencient, elles aussi, le montant de la taxe perçue selon que les courses sont courues en Belgique ou à l'étranger. Enfin, de telles distinctions sont admises par la jurisprudence européenne, tel qu'il ressort notamment de l'arrêt Commission contre France du 28 janvier 1986.

A.3.2. A titre subsidiaire, à supposer que la distinction contestée soit considérée par la Cour comme discriminatoire, l'annulation « aurait pour conséquence que seules les sommes engagées sur les courses belges seraient taxées alors que celles engagées sur les courses étrangères ne le seraient plus »; dès lors, une annulation seulement partielle devrait être prononcée, le 2° devant se lire comme suit :

« 2° pour les courses courues à l'étranger : 10 p.c. du montant brut des sommes engagées ».

En ce qui concerne le second moyen

A.4.1. Au regard de l'objectif poursuivi - dégager des recettes supplémentaires -, le système de la progressivité vise à taxer les contribuables qui possèdent une plus grande capacité contributive en ayant recours au critère objectif des sommes engagées annuellement; dès lors que la requérante draine 56 p.c. des enjeux totaux et 73 p.c. des enjeux relatifs aux courses à l'étranger, il est normal qu'elle supporte une imposition supérieure.

Par ailleurs, il est relevé que le regroupement des autres sociétés aurait pour effet de les soumettre, elles aussi, au taux le plus élevé, que l'implantation de nouveaux groupes étrangers n'est pas à exclure *ipso facto* et enfin que le taux de la deuxième tranche s'applique à d'autres contribuables que la requérante.

Quant à la perception incomplète, selon la requérante, des taxes existantes, d'une part, elle est contestée par le Gouvernement wallon et, d'autre part, il est relevé que, selon la jurisprudence de la Cour, il ne lui appartient pas de contrôler l'opportunité de la mesure ou l'existence de mesures de rechange. Par ailleurs, le taux de progressivité est modéré, tant en soi que par comparaison avec les taux pratiqués dans les deux autres régions.

Enfin, les tranches choisies correspondent aux petites, moyennes et grandes entreprises travaillant dans le secteur, et n'apparaissent dès lors pas arbitraires; en outre, le montant global annuel des sommes engagées constitue un indice objectif de la capacité contributive des contribuables.

A.4.2. En ordre subsidiaire, il est demandé de limiter l'annulation, comme indiqué ci-dessus au A.3.2.

Mémoire en réponse de la s.a. Derby

En ce qui concerne le premier moyen

A.5.1. Selon la disposition régionale antérieure à celle contestée, une taxation uniforme de 10 p.c. était applicable aux sommes engagées pour les courses courues en Belgique et pour les courses courues à l'étranger; les travaux préparatoires indiquent expressément le souci du législateur décréteur d'assurer l'égalité en la matière.

A.5.2. En ce qui concerne le nouveau régime de taxation, d'une part, le législateur décréteur n'a pas tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat s'interrogeant sur la conformité de cette taxation différenciée au principe communautaire de non-discrimination, et, d'autre part, un objectif autre que budgétaire est apparu, à savoir celui de favoriser les agences hippiques dont le siège social est établi en Région wallonne, lequel objectif est illégitime.

Par ailleurs, les diverses références faites à la jurisprudence européenne, selon le cas, plaident en faveur du caractère discriminatoire de la disposition contestée, au contraire de ce qui en est argué (cf. arrêt du 28 janvier 1986, affaire n° 270/83), ou sont irrelevantes (arrêts Cassis de Dijon du 20 février 1972 et Casarin du 30 novembre 1995).

En ce qui concerne le second moyen

A.6. Il est rappelé qu'il ressort des travaux préparatoires que l'objectif poursuivi par le législateur décréteur n'était pas, ou pas seulement, budgétaire mais protectionniste; un tel objectif est illégitime et contraire au principe d'égalité.

Par ailleurs, au regard de l'objectif budgétaire, la taxation contestée apparaît à la fois inadéquate et disproportionnée. Elle est inadéquate dès lors que l'augmentation des taux n'a pas également visé les courses courues en Belgique. Elle est disproportionnée dès lors que les taxes existantes ne sont pas perçues de façon complète.

Enfin, les modalités de la progressivité de la taxe contestée ne reposent sur aucun critère objectif. En particulier le chiffre pivot de deux milliards ne concerne-t-il que la seule requérante; elle est dès lors seule à être soumise à la taxation la plus élevée et la progressivité a ainsi pour effet, en réalité, de protéger les agences hippiques situées en Région wallonne.

- B -

La disposition en cause

B.1. Le décret de la Région wallonne du 6 mars 1996 modifie le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les jeux et paris. Son article 1^{er} dispose :

« Un [lire : L'] article 44bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 29 juin 1985, est remplacé par la disposition suivante :

Par dérogation aux articles 43 et 44, la taxe est fixée comme suit en ce qui concerne les paris reçus dans la Région wallonne :

1° Pour les courses courues en Belgique : 10 % du montant brut des sommes engagées dans le pari mutuel.

2° Pour les courses courues à l'étranger :

a) 10 % du montant brut des sommes engagées jusqu'à concurrence de 500 millions de francs par année civile;

b) 10,5 % de ces sommes au-delà de 500 millions et jusqu'à 2 milliards de francs par année civile;

c) 11 % au-delà de 2 milliards de francs par année civile.

3° Pour les courses courues en Belgique : 6 % du montant brut des sommes engagées dans le pari à la cote. »

Le recours porte sur le 2°, a) à c) de cet article 1^{er}.

Sur le fond

B.2. La requérante invoque la violation des articles 10, 11 et 172 de la Constitution. D'une part, la différence de taxation opérée entre redevables, selon que les courses sur lesquelles portent les paris sont courues en Belgique ou à l'étranger, serait discriminatoire. D'autre part, le serait également le système de taxation - à des taux progressifs de 10, 10,5 et 11 p.c. - retenu pour les paris sur les courses courues à l'étranger.

B.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine. Ils sont également applicables en matière fiscale, ce que confirme d'ailleurs l'article 172 de la Constitution, lequel fait une application particulière du principe d'égalité formulé à l'article 10.

B.5. Il appartient au législateur - régional, s'agissant de la taxe sur les jeux et paris - de déterminer les opérations et prestations soumises à cette taxe et de fixer les taux applicables. Il n'appartient pas à la Cour de décider si une mesure prescrite par le législateur est opportune ou souhaitable.

Toutefois, dès lors que le législateur traite différemment des catégories suffisamment comparables de contribuables - en l'espèce, les opérateurs actifs dans le secteur des courses, soumis à un régime de taxation différencié selon que les courses sur lesquelles portent les paris sont courues en Belgique ou à l'étranger et selon le montant des sommes engagées -, la Cour doit vérifier s'il existe une justification objective et raisonnable à cette distinction.

B.6. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 1^{er} du décret du 6 mars 1996 que, par l'adoption de cette disposition, le législateur régional poursuivait un objectif budgétaire. Ainsi, selon l'exposé des motifs (*Doc.*, Conseil régional wallon, 1995-1996, 122, n° 1, p. 2), « la mesure proposée permettrait une recette complémentaire de 43,3 millions de francs [...; elle] s'inscrit dans un ensemble de mesures qui devraient permettre d'atteindre dès 1996 l'objectif budgétaire fixé, soit une recette complémentaire globale de 216 millions de francs ». Le même objectif budgétaire ressort également du rapport (*Doc.*, Conseil régional wallon, 1995-1996, 121, 122 et 123, 2°, p. 5), aux termes duquel « la mesure proposée permettrait potentiellement une recette complémentaire de 43,3 millions, sur base des chiffres d'affaires réalisés en 1994 ».

Par ailleurs, les mêmes travaux préparatoires indiquent que, dans la recherche de ces moyens budgétaires supplémentaires, le législateur a entendu ne pas négliger le risque éventuel que représentait, sur le plan de l'emploi, la majoration de la taxe grevant les paris sur les courses de chevaux (*Doc.*, Conseil régional wallon, 1995-1996, 122, 1^o, p. 2).

B.7. Il n'est pas déraisonnable d'avoir introduit une progressivité en créant trois tranches d'imposition taxées respectivement aux taux de 10 p.c., de 10,5 p.c. et de 11 p.c. Le législateur a pu en effet considérer que le montant des sommes collectées par les agences hippiques exprimait de façon adéquate l'importance de leur capacité contributive et que plus ces montants étaient élevés, plus les contribuables concernés étaient à même de participer à l'effort budgétaire recherché; il a pu également prendre en considération le fait que la part relative des charges fixes diminuant lorsque le chiffre d'affaires augmente, les tranches supérieures d'imposition pouvaient être taxées à un taux plus élevé.

B.8. S'agissant du choix par le législateur des taux composant cette progressivité - que critique la partie requérante, en particulier celui de 11 p.c. applicable à la tranche des montants engagés qui excède deux milliards -, il n'apparaît pas que le législateur ait dépassé les limites d'appréciation qui sont les siennes en la matière.

B.9. Par ailleurs, à supposer exacte l'affirmation de la partie requérante selon laquelle elle serait seule soumise à la tranche d'imposition supérieure, la circonstance qu'un seul contribuable relève, en fait, à un moment donné d'une tranche d'imposition déterminée n'implique pas en soi que le taux y afférent doive être considéré comme discriminatoire, dès lors que, comme en l'espèce, le critère de distinction retenu est admissible. La Cour constate à cet égard que la disposition contestée n'exclut ni que d'autres opérateurs soient susceptibles de relever de la tranche d'imposition supérieure ni que, à l'inverse, la partie requérante soit susceptible d'y être soustraite du fait d'une éventuelle réduction de son chiffre d'affaires.

B.10. Il résulte de ce qui précède que, abstraction faite de la comparaison avec l'article 1^{er}, 1^o, qui fait l'objet du premier moyen, en ce qu'il retient un taux progressif d'imposition modulé en fonction du montant des sommes engagées par les parieurs, l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 6 mars 1996 ne viole pas les articles 10, 11 et 172 de la Constitution.

B.11. Le premier moyen critique toutefois le fait que la disposition contestée discriminerait le secteur des paris sur les courses courues à l'étranger par rapport à celui des paris sur les courses courues en Belgique. Il y a lieu d'apprécier si le critère de distinction fondé sur la localisation géographique des courses est pertinent quant à la différence de traitement parmi les opérateurs du secteur des courses en ce qui concerne le taux d'imposition.

B.12. En considération de l'objectif du législateur, il n'apparaît pas comme raisonnablement justifié d'avoir réservé l'application de la progressivité aux seuls paris sur les courses courues à l'étranger, ceux sur les courses courues en Belgique étant, quant à eux, soumis à un taux unique.

L'argument tiré du fait que le secteur des paris sur les courses courues à l'étranger représente la plus grande part de l'assiette imposable globale (près de 90 p.c. pour l'année budgétaire 1995, au vu du tableau transmis par le Gouvernement wallon) ne peut justifier la différence de traitement décrite ci-dessus. En effet, s'il est légitime que ce secteur, considéré globalement, supporte, du fait de ce chiffre d'affaires, une large part de l'effort budgétaire recherché et que celui des paris sur les courses courues en Belgique en assume une part plus limitée, il ne s'ensuit toutefois nullement que, considérés individuellement, les opérateurs du secteur des paris sur les courses courues en Belgique puissent, à chiffre d'affaires égal, être favorisés par rapport aux opérateurs du secteur des paris sur les courses courues à l'étranger. Tel est pourtant le cas en ce qui concerne les chiffres d'affaires dépassant les 500 millions de sommes engagées, dès lors que seuls les opérateurs des paris sur les courses courues à l'étranger supportent l'application d'un taux progressif, selon le cas, de 10,5 ou de 11 p.c.

De même, est dénué de pertinence l'argument tiré du fait que, tant en Région flamande qu'en Région de Bruxelles-Capitale, le secteur des paris sur les courses courues à l'étranger ferait également l'objet d'une taxation supérieure à celui des paris sur les courses courues en Belgique.

B.13. Il résulte de ce qui précède que la disposition contestée, du fait qu'elle impose au seul secteur des paris sur les courses courues à l'étranger l'application du taux qu'elle institue, viole les articles 10, 11 et 172 de la Constitution.

B.14. Compte tenu que l'annulation, ne faisant en l'espèce pas revivre la norme antérieure, entraîne l'absence de toute base légale pour la taxation des paris sur les seules courses courues à l'étranger, alors qu'aucun opérateur du secteur des paris sur les courses courues en Belgique ne paraît avoir un chiffre d'affaires qui, si les taux mentionnés dans la disposition annulée leur étaient applicables, relèverait des tranches d'imposition soumises aux taux de 10,5 p.c. et de 11 p.c., il y a lieu de faire application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage; afin de permettre au législateur régional wallon de reconsidérer l'article 1^{er} du décret du 6 mars 1996 dans son ensemble, les effets de la disposition annulée sont maintenus jusqu'au 31 décembre 1997.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 1^{er}, 2^o, a) à c), du décret de la Région wallonne du 6 mars 1996 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les jeux et paris;

- maintient les effets de cette disposition jusqu'au 31 décembre 1997.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 juillet 1997.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 97 — 1499

[C - 97/21216]

Arrest nr. 43/97 van 14 juli 1997

Rolnummer 983

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 1, tweede lid, 2°, a) tot c), van het decreet van het Waalse Gewest van 6 maart 1996 houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de spelen en de weddenschappen betreft, ingesteld door de n.v. Derby.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 augustus 1996 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 september 1996, heeft de n.v. Derby, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Waterlooosesteenweg 715, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 1, tweede lid, 2°, a) tot c), van het decreet van het Waalse Gewest van 6 maart 1996 houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de spelen en de weddenschappen betreft (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1996).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 2 september 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 25 september 1996 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 september 1996.

De Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, heeft een memorie ingediend bij op 7 november 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 25 november 1996 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 23 december 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 23 januari 1997 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 30 augustus 1997.

Bij beschikking van 6 februari 1997 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter M. Bossuyt.

Bij beschikking van 30 april 1997 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 mei 1997.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 2 mei 1997 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 21 mei 1997 :

- zijn verschenen :

. Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, *loco* Mr. Ph. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, en *loco* Mr. J.-E. Flagey, advocaat bij de balie te Brussel, voor de n.v. Derby;

. Mr. E. Denis, advocaat bij de balie te Bergen, voor de Waalse Regering;

- hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en M. Bossuyt verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

- A -

Verzoekschrift

A.1. De verzoekende partij oefent haar activiteiten uit, enerzijds, als exploitante van agentschappen die gemachtigd zijn voor paardenwedrennen in het buitenland en, anderzijds, als tussenpersoon voor Belgische paardenwedrennen.

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 172, tweede lid, van de Grondwet, doordat de aangevochten bepaling een discriminatie in het leven roept ten aanzien van de aanslagvoeten die van toepassing zijn op de paardenwedrennen die in België plaatsvinden en die welke van toepassing zijn op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden. Terwijl voor de eerstvermelde de vroegere aanslagvoet van 10 pct. is gehandhaafd, is de aanslagvoet voor de wedrennen die in het buitenland worden gehouden daarentegen immers aangepast naar gelang van het bedrag van de ingezette sommen, en varieert tussen 10 en 11 pct. De doelstelling die uit de parlementaire voorbereiding blijkt, bestond erin nieuwe inkomsten voor het Waalse Gewest op te leveren en de in het Waalse Gewest gevestigde wedrenagentschappen te bevoordelen.

A.2.2. Het tweede middel is eveneens afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet. Enerzijds, is het nagestreefde doel - namelijk het begunstigen van de Waalse agentschappen, aangezien enkel de verzoekende partij immers de belasting van 11 pct. dient te dragen - onwettig. Anderzijds, gesteld dat de doelstelling uitsluitend budgettair zou zijn, lijkt het ten opzichte van die doelstelling niet adequaat de aanslagvoet die van toepassing is op de in België gehouden wedrennen onveranderd te hebben gelaten. Hoe dan ook, de betwiste belasting lijkt onevenredig ten aanzien van het voormelde doel, aangezien, voorafgaand aan een dergelijke verhoging van de aanslagvoeten, het passend zou zijn geweest dat de bestaande belastingen volledig zouden worden geïnd - wat niet het geval is.

*Memorie van de Waalse Regering
Ten aanzien van het eerste middel*

A.3.1. Het door de betwiste bepaling nagestreefde doel bestond erin bijkomende inkomsten op te leveren « teneinde [de] sociaal-economische en culturele doelstellingen » van het Gewest « te bereiken », doelstelling - overigens wettig - die door het algemeen belang was gemotiveerd. Aangezien de categorieën van wedrennen die in het buitenland en in België worden gehouden al bestonden vóór de aanneming van de in het geding zijnde bepaling, zijn in werkelijkheid enkel de aanslagvoeten door die bepaling gewijzigd, en zulks niet naar gelang van de belastingplichtigen, maar van de belastbare materies. Er zijn in feite drie categorieën die aan verschillende belastingen zijn onderworpen en die respectievelijk betrekking hebben op de in het buitenland gehouden wedrennen, de in België gehouden wedrennen in het kader van de onderlinge weddenschappen, enerzijds, en in het kader van de weddenschappen bij notering, anderzijds. Aangezien de wetgever de ontvangsten wilde verhogen, lijkt het verantwoord de wedrennen te hebben beoogd waarvan de belastinggrondslag (het volume van de op de wedrennen ingezette sommen) de omvangrijkste was - namelijk de in het buitenland gehouden wedrennen. Overigens wordt opgemerkt dat ook de andere twee gewesten een onderscheid maken in het bedrag van de geïnde belasting naargelang de wedrennen in België of in het buitenland worden gelopen. Tot slot worden dergelijke onderscheiden toegestaan door de Europese rechtspraak, zoals onder meer blijkt uit het arrest Commissie tegen Frankrijk van 28 januari 1986.

A.3.2. Subsidiair, gesteld dat het betwiste onderscheid door het Hof discriminerend zou worden geacht, zou de vernietiging tot gevolg hebben dat enkel de bedragen die worden ingezet op de Belgische wedrennen zouden worden belast, terwijl die welke op de buitenlandse wedrennen worden ingezet, niet meer zouden worden belast »; derhalve zou slechts een gedeeltelijke vernietiging moeten worden uitgesproken en zou het 2° als volgt moeten worden gelezen :

« 2° voor paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden : 10 pct. op het brutobedrag van de ingezette sommen ».

Ten aanzien van het tweede middel

A.4.1. In het licht van het nagestreefde doel - bijkomende ontvangsten opleveren -, beoogt het systeem van de progressiviteit de belastingplichtigen met een grotere fiscale draagkracht te belasten door een beroep te doen op het objectieve criterium van de jaarlijks ingezette bedragen; aangezien de verzoekende partij 56 pct. van de totale inzet en 73 pct. van de inzet op de buitenlandse wedrennen tot zich trekt, is het normaal dat zij een hogere belasting draagt.

Overigens wordt opgemerkt dat de groepering van de andere vennootschappen tot gevolg zou hebben dat ook zij worden onderworpen aan de hoogste aanslagvoet, dat de vestiging van nieuwe buitenlandse groepen *ipso facto* niet uit te sluiten is en, tot slot, dat de aanslagvoet van de tweede schijf van toepassing is op andere belastingplichtigen dan de verzoekende partij.

Enerzijds, wordt de - volgens de verzoekende partij - onvolledige inning van de bestaande belastingen door de Waalse Regering betwist en, anderzijds, wordt opgemerkt dat, volgens de rechtspraak van het Hof, het Hof niet toekomt de opportuniteit van de maatregel, noch het bestaan van alternatieve maatregelen te controleren. Overigens is de progressiviteit gematigd, zowel op zich als in vergelijking met de aanslagvoeten die in de andere twee gewesten worden toegepast.

Tot slot stemmen de gekozen schijven overeen met de kleine, middelgrote en grote ondernemingen die in de sector werkzaam zijn, en lijken zij derhalve niet willekeurig; bovendien vormt het totale jaarlijkse bedrag van de ingezette sommen een objectieve aanwijzing van de fiscale draagkracht van de belastingplichtigen.

A.4.2. Subsidiair wordt gevraagd de vernietiging te beperken, zoals aangegeven in A.3.2.

Memorie van antwoord van de n.v. Derby

Ten aanzien van het eerste middel

A.5.1. Volgens de gewestbepaling die aan de betwiste bepaling voorafging, was een eenvormige belasting van 10 pct. van toepassing op de sommen die werden ingezet op de wedrennen die in België werden gehouden en op de wedrennen die in het buitenland werden gehouden; uit de parlementaire voorbereiding blijkt uitdrukkelijk de zorg van de decreetgever om de gelijkheid ter zake te waarborgen.

A.5.2. Wat de nieuwe belastingregeling betreft, heeft de decreetgever, enerzijds, geen rekening gehouden met het advies van de Raad van State, die zich vragen stelde bij de overeenstemming van die onderscheiden belasting met het gemeenschapsbeginsel van niet-discriminatie, en is, anderzijds, een andere doelstelling dan de budgettaire tot uiting gekomen, namelijk het begunstigen van de wedrennagenschappen waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is - een doelstelling die onwettig is.

Overigens, naar gelang van het geval, pleiten de verschillende verwijzingen naar de Europese rechtspraak in het voordeel van het discriminerend karakter van de betwiste bepaling, in tegenstelling met wat wordt beweerd (cf. arrest van 28 januari 1986, zaak nr. 270/83), of zijn zij irrelevant (arresten Cassis de Dijon van 20 februari 1972 en Casarin van 30 november 1995).

Ten aanzien van het tweede middel

A.6. Er wordt aan herinnerd dat uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat het door de decreetgever nagestreefde doel niet, of niet louter, budgettair was, doch protectionistisch; een dergelijke doelstelling is onwettig en in strijd met het gelijkheidsbeginsel.

Overigens lijkt de betwiste belasting, in het licht van de budgettaire doelstelling, zowel inadequaat als onevenredig. Zij is inadequaat, omdat de verhoging van de aanslagvoeten ook niet de in België gehouden wedrennen heeft beoogd. Zij is onevenredig, omdat de bestaande belastingen niet volledig worden geïnd.

Tot slot berusten de modaliteiten van de progressiviteit van de betwiste belasting op geen enkel objectief criterium. Inzonderheid heeft het spilcijfer van twee miljard enkel betrekking op de verzoekende partij; zij is derhalve als enige onderworpen aan de hoogste belasting en de progressiviteit heeft aldus in werkelijkheid tot gevolg dat de in het Waalse Gewest gevestigde wedrennagenschappen worden beschermd.

- B -

De in het geding zijnde bepaling

B.1. Het decreet van het Waalse Gewest van 6 maart 1996 wijzigt het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de spelen en de weddenschappen betreft. Artikel 1 ervan bepaalt :

« Artikel 44bis van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 29 juni 1985, wordt door de volgende bepaling vervangen :

In afwijking van de artikelen 43 en 44 wordt de belasting vastgesteld als volgt wat de in het Waalse Gewest aangegane weddenschappen betreft :

1° Voor paardenwedrennen die in België plaatsvinden : 10 % op het brutobedrag van de sommen ingezet bij de onderlinge weddenschappen;

2° Voor paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden :

a) 10 % op het brutobedrag van de sommen ingezet tot een bedrag van 500 miljoen frank per kalenderjaar;

b) 10,5 % op deze sommen boven de 500 miljoen frank en tot 2 miljard frank per kalenderjaar;

c) 11 % boven de 2 miljard frank per kalenderjaar.

3° Voor de paardenwedrennen die in België plaatsvinden : 6 % op het brutobedrag van de sommen ingezet bij de weddenschappen bij notering. »

Het beroep heeft betrekking op het 2°, a) tot c) van dat artikel 1.

Ten gronde

B.2. De verzoekende partij voert de schending aan van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet. Enerzijds, zou het verschil in belastingheffing tussen belastingplichtigen naargelang de paardenwedrennen waarop de weddenschappen betrekking hebben in België of in het buitenland plaatsvinden, discriminerend zijn. Anderzijds, zou ook het belastingstelsel discriminerend zijn - met progressieve aanslagvoeten van 10, 10,5 en 11 pct. - dat in aanmerking wordt genomen voor de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden.

B.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.4. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan. Zij zijn eveneens toepasselijk in fiscale aangelegenheden, wat overigens wordt bevestigd door artikel 172 van de Grondwet, dat een bijzondere toepassing inhoudt van het in artikel 10 vervatte gelijkheidsbeginsel.

B.5. Het komt de wetgever - de gewestelijke, wanneer het gaat om de belasting op de spelen en de weddenschappen - toe de verschillende handelingen en prestaties vast te stellen die aan die belasting onderworpen worden en de daarbij geldende tarieven te bepalen. Het komt het Hof niet toe te oordelen of een door de wetgever voorgeschreven maatregel opportuun of wenselijk is.

Als de wetgever echter voldoende vergelijkbare categorieën van belastingplichtigen - te dezen, de actoren in de sector van de paardenwedrennen, onderworpen aan een verschillend belastingstelsel naargelang de paardenwedrennen waarop de weddenschappen betrekking hebben in België of in het buitenland plaatsvinden en volgens het bedrag van de ingezette sommen -, verschillend behandelt, moet het Hof nagaan of voor dat onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat.

B.6. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 1 van het decreet van 6 maart 1996 blijkt dat, met de aanneming van die bepaling, de gewestelijke wetgever een budgettaire doelstelling nastreefde. Aldus, volgens de memorie van toelichting (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1995-1996, 122, nr. 1, p. 2) « zou de voorgestelde maatregel een bijkomende ontvangst van 43,3 miljoen frank mogelijk maken [...]; hij past in het kader van een reeks maatregelen aan de hand waarvan vanaf 1996 de vastgestelde budgettaire doelstelling zou kunnen worden bereikt, zijnde een bijkomende totale ontvangst van 216 miljoen frank ». Diezelfde budgettaire doelstelling blijkt eveneens uit het verslag (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1995-1996, 121, 122 en 123, 2°, p. 5), luidens hetwelk « de voorgestelde maatregel mogelijkerwijze tot een bijkomende ontvangst van 43,3 miljoen zou kunnen leiden op basis van de in 1994 verwezenlijkte omzet ».

In dezelfde parlementaire voorbereiding wordt bovendien erop gewezen dat bij het zoeken naar die bijkomende budgettaire middelen de wetgever het mogelijke risico dat de belastingverhoging voor de weddenschappen op de paardenwedrennen inzake werkgelegenheid inhield, niet heeft willen verwaarlozen (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1995-1996, 122, 1°, p. 2).

B.7. Het is niet onredelijk een progressiviteit ingevoerd te hebben door middel van drie belastingschijven met een respectieve aanslagvoet van 10 pct., 10,5 pct. en 11 pct. De wetgever vermocht immers te oordelen dat het bedrag van de door de agentschappen voor paardenwedrennen bijeengebrachte sommen op adequate wijze de omvang van hun draagkracht uitdrukte en dat hoe hoger die bedragen waren, hoe meer de betrokken belastingplichtigen in staat waren om deel te nemen in de nagestreefde budgettaire inspanning; hij heeft tevens rekening kunnen houden met het feit dat, aangezien het relatieve aandeel van de vaste kosten vermindert naarmate de omzet stijgt, de hogere belastingschijven tegen een hoger tarief konden worden belast.

B.8. Wat betreft de door de wetgever gemaakte keuze in verband met die progressieve tarieven - die de verzoekende partij bekritiseert, in het bijzonder het tarief van 11 pct. dat van toepassing is op de schijf van de ingezette bedragen die twee miljard overtreft - blijkt de wetgever de grenzen van zijn beoordelingsbevoegdheid ter zake niet te hebben overschreden.

B.9. Overigens, in de veronderstelling dat de bewering van de verzoekende partij volgens welke alleen zij aan de hogere belastingschijf zou zijn onderworpen, juist is, impliceert ten slotte de omstandigheid dat een enkele belastingplichtige in feite op een gegeven ogenblik onder een bepaalde belastingschijf valt, op zich niet dat de desbetreffende aanslagvoet als discriminerend moet worden beschouwd, vermits, zoals te dezen, het in aanmerking genomen onderscheidingscriterium toelaatbaar is. Het Hof stelt in dat opzicht vast dat de betwiste bepaling niet uitsluit dat andere actoren onder de hogere belastingschijf kunnen vallen, noch dat, omgekeerd, de verzoekende partij, door een mogelijke vermindering van haar omzet, daaraan kan worden onttrokken.

B.10. Uit wat voorafgaat blijkt dat, in zoverre artikel 1, 2°, van het decreet van 6 maart 1996 een progressief belastingtarief in aanmerking neemt dat werd aangepast op basis van het bedrag van de door de wedders ingezette sommen, het, los van de vergelijking met artikel 1, 1°, dat het voorwerp uitmaakt van het eerste middel, de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet niet schendt.

B.11. Het eerste middel bekritiseert echter het feit dat de betwiste bepaling de sector van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden ten aanzien van die van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in België plaatsvinden zou discrimineren. Er dient te worden beoordeeld of het onderscheidingscriterium dat steunt op de geografische lokalisering van de paardenwedrennen relevant is voor het verschil in behandeling inzake belastingtarieven onder de actoren in de sector van de paardenwedrennen.

B.12. Rekening houdend met de doelstelling van de wetgever lijkt het niet redelijk verantwoord dat de toepassing van die progressiviteit aan de enkele weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden werd voorbehouden, terwijl de weddenschappen op de paardenwedrennen in België hunnerzijds aan een enig tarief werden onderworpen.

Het argument dat is afgeleid uit het feit dat de sector van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden het grootste deel vertegenwoordigt van de totale belastinggrondslag (ongeveer 90 pct. voor het begrotingsjaar 1995, volgens de door de Waalse Regering overgezonden tabel), kan het hiervoor beschreven verschil in behandeling niet verantwoorden. Hoewel het wettig is dat die sector, in zijn algemeenheid en gelet op zijn omzet, een groot deel van de nagestreefde budgettaire inspanning voor zijn rekening neemt en dat de sector van weddenschappen op de paardenwedrennen die in België plaatsvinden een beperktere bijdrage levert, volgt daaruit immers geenszins dat, individueel beschouwd, de actoren in de sector van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in België plaatsvinden, bij een gelijke omzet, bevoordeeld mogen worden ten aanzien van de actoren in de sectoren van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden. Zulks is nochtans het geval wat betreft de omzetcijfers van meer dan 500 miljoen aan ingezette sommen, aangezien enkel de actoren van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden de toepassing van een progressief tarief ondergaan, dat naar gelang van het geval 10,5 of 11 pct. bedraagt.

Op dezelfde wijze is het argument afgeleid uit het feit dat zowel in het Vlaamse Gewest als in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest de sector van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden, aan een hogere belasting zou zijn onderworpen dan die van weddenschappen op de paardenwedrennen die in België plaatsvinden, eveneens irrelevant.

B.13. Uit wat voorafgaat volgt dat de betwiste bepaling, doordat zij aan de enkele sector van de weddenschappen op de paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden de toepassing van het door haar ingestelde tarief oplegt, de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet schendt.

B.14. Rekening houdend met het feit dat de vernietiging, die te dezen de vroegere norm niet doet herleven, met zich de afwezigheid meebrengt van elke wettelijke grondslag voor de belasting van de weddenschappen alleen op de in het buitenland gehouden paardenwedrennen, terwijl geen van de actoren in de sector van de weddenschappen op de in België georganiseerde wedrennen een omzet lijkt te hebben die, mochten de in de vernietigde bepaling vermelde tarieven op hen van toepassing zijn, zou vallen binnen de belastingschijven die zijn onderworpen aan het tarief van 10,5 pct. en 11 pct., dient artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof te worden toegepast; om de Waalse gewestwetgever de mogelijkheid te geven artikel 1 van het decreet van 6 maart 1996 in zijn geheel te herzien, worden de gevolgen van de vernietigde bepaling gehandhaafd tot 31 december 1997.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 1, 2°, a) tot c), van het decreet van het Waalse Gewest van 6 maart 1996 houdende wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wat de spelen en de weddenschappen betreft;

- handhaaft de gevolgen van die bepaling tot 31 december 1997.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 juli 1997.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 97 — 1499

[C — 97/21216]

Urteil Nr. 43/97 vom 14. Juli 1997

Geschäftsverzeichnisnummer 983

In Sachen : Klage auf Nichtigklärung von Artikel 1 Absatz 2 2° a) bis c) des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. März 1996 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in Sachen Spiele und Wetten, erhoben von der Derby AG.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, G. De Baets, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. August 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. September 1996 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Derby AG, mit Gesellschaftssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 715, Klage auf Nichtigklärung von Artikel 1 Absatz 2 2° a) bis c) des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. März 1996 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in Sachen Spiele und Wetten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. März 1996).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 2. September 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 25. September 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. September 1996.

Die Wallonische Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, hat mit am 7. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 25. November 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 23. Dezember 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 23. Januar 1997 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 30. August 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 6. Februar 1997 hat der Hof die Besetzung um den Richter M. Bossuyt ergänzt.

Durch Anordnung vom 30. April 1997 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 21. Mai 1997 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 2. Mai 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Mai 1997

- erschienen

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, *loco* RA Ph. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, und *loco* RA J.-E. Flagey, in Brüssel zugelassen, für die Derby AG,

. RA E. Denis, in Mons zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter R. Henneuse und M. Bossuyt Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Klageschrift

A.1. Die klagende Partei sei tätig als Inhaberin von Wettbüros, die zur Annahme von Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen ermächtigt seien, einerseits und als Vermittlerin für belgische Pferderennen andererseits.

A.2.1. Der erste Klagegrund beruhe auf einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 Absatz 2 der Verfassung, indem die angefochtene Bestimmung eine Diskriminierung angesichts der Steuersätze für in Belgien bzw. im Ausland stattfindende Pferderennen herbeiführe. Während für die erstgenannten Wettrennen der bisherige Steuersatz in Höhe von 10 Prozent aufrechterhalten worden sei, sei der Steuersatz für im Ausland stattfindende Wettrennen jedoch je nach der Höhe der eingesetzten Summen angepaßt worden; er schwanke zwischen 10 und 11 Prozent. Die aus den Vorarbeiten ersichtliche Zielsetzung habe darin bestanden, neue Einnahmen für die Wallonische Region zu schaffen und die in der Wallonischen Region ansässigen Wettbüros zu bevorzugen.

A.2.2. Der zweite Klagegrund beruhe ebenfalls auf einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung. Einerseits sei die verfolgte Zielsetzung - d.h. die Begünstigung der wallonischen Wettbüros, da nämlich nur die klagende Partei die Steuer in Höhe von 11 Prozent zu entrichten habe - gesetzwidrig. Andererseits, gesetzt den Fall, daß die Zielsetzung rein haushaltsmäßiger Art sei, scheine es angesichts dieser Zielsetzung nicht adäquat zu sein, den auf die in Belgien stattfindenden Wettrennen anwendbaren Steuersatz unverändert beibehalten zu haben. Auf jeden Fall scheine die fragliche Steuer in keinem Verhältnis zur vorgenannten Zielsetzung zu stehen, da es vor einer solchen Anhebung der Steuersätze angebracht gewesen wäre, die bisherigen Steuern tatsächlich in vollem Umfang einzutreiben - was nicht der Fall sei.

Schriftsatz der Wallonischen Regierung

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

A.3.1. Die mit der beanstandeten Bestimmung verfolgte Zielsetzung habe darin bestanden, zusätzliche Einnahmen zu sichern, « um [die] wirtschaftlich-sozialen und kulturellen Zielsetzungen » der Region « zu erreichen », wobei dieses übrigens gesetzmäßige Ziel auf dem allgemeinen Interesse beruhe. Da die Kategorien der im Ausland und in Belgien stattfindenden Wettrennen bereits vor der Annahme der fraglichen Bestimmung existiert hätten, seien in Wirklichkeit nur die Steuersätze durch diese Bestimmung geändert worden, und zwar nicht je nach den Steuerpflichtigen, sondern je nach dem jeweiligen Steuergegenstand. Es gebe eigentlich drei Kategorien, die mit unterschiedlichen Steuern belegt würden und sich jeweils auf die im Ausland stattfindenden Wettrennen, die in Belgien stattfindenden Wettrennen im Rahmen von Totalisatorwetten einerseits und im Rahmen von Buchmacherwetten andererseits bezögen. Da der Gesetzgeber die Einnahmen habe erhöhen wollen, scheine es gerechtfertigt zu sein, daß er jene Wettrennen ins Auge gefaßt habe, deren Steuerbemessungsgrundlage (das Volumen der bei den Wettrennen eingesetzten Summen) am umfangreichsten war - d.h. die im Ausland stattfindenden Wettrennen. Übrigens sei darauf hinzuweisen, daß auch in den übrigen zwei Regionen bei der Höhe der erhobenen Steuer je nachdem unterschieden werde, ob die Rennen in Belgien oder im Ausland stattfinden. Schließlich seien solche Unterschiede gemäß der europäischen Rechtsprechung erlaubt, was u.a. aus dem Urteil vom 28. Januar 1986 in Sachen der Kommission gegen Frankreich hervorgehe.

A.3.2. Hilfsweise, in der Annahme, daß der Hof den fraglichen Unterschied für diskriminierend halten würde, hätte die Nichtigerklärung « zur Folge, daß nur die bei belgischen Rennen eingesetzten Beträge besteuert würden, wohingegen die bei ausländischen Rennen eingesetzten Summen nicht mehr besteuert würden »; demzufolge wäre eine nur teilweise Nichtigerklärung auszusprechen und sollte Ziffer 2° folgendermaßen lauten :

« 2° für Rennen, die im Ausland stattfinden : 10 Prozent des Bruttoertrags der eingesetzten Summen ».

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

A.4.1. Im Hinblick auf die verfolgte Zielsetzung - Schaffung neuer Einnahmen - bezwecke das System der Progression, die Steuerpflichtigen mit der größeren Steuerbelastbarkeit aufgrund des objektiven Kriteriums der jährlich eingesetzten Beträge zu besteuern; da auf die klagende Partei 56 Prozent des gesamten Einsatzes und 73 Prozent des Einsatzes bei ausländischen Rennen entfallen würden, sei es logisch, daß sie mit einer höheren Steuer belegt werde.

Es sei übrigens hervorzuheben, daß die Zusammenlegung der übrigen Gesellschaften zur Folge hätte, daß auch sie mit dem höchsten Steuersatz belegt würden; außerdem sei die Niederlassung neuer ausländischer Gruppen *ipso facto* nicht auszuschließen, und schließlich sei der Steuersatz der zweiten Steuerstufe anwendbar auf andere Steuerpflichtige als die klagende Partei.

Einerseits wird die - nach Ansicht der klagenden Partei - unvollständige Eintreibung der bisherigen Steuern durch die Wallonische Regierung bestritten, und andererseits wird darauf hingewiesen, daß es laut der Rechtsprechung des Hofes nicht Sache desselben sei, die Opportunität der Maßnahme oder das Vorhandensein alternativer Maßnahmen zu prüfen. Übrigens sei die Progression gemäßigt, und zwar sowohl an sich als auch im Vergleich zu den in den übrigen zwei Regionen geltenden Steuersätzen.

Übrigens entsprächen die gewählten Steuerstufen den kleinen, mittleren und großen Unternehmen, die in diesem Bereich tätig seien, und würden sie demzufolge nicht willkürlich erscheinen; außerdem stelle der Gesamtbetrag der jährlich eingesetzten Summen einen objektiven Hinweis auf die Steuerbelastbarkeit der Steuerpflichtigen dar.

A.4.2. Hilfsweise wird die Einschränkung der Nichtigkeitsklärung in dem unter A.3.2 angegebenen Sinne beantragt.

Erwiderungsschriftsatz der Derby AG

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

A.5.1. Laut der regionalen Vorschrift, die der fraglichen Bestimmung vorausgegangen sei, habe eine einheitliche Steuer in Höhe von 10 Prozent der bei in Belgien stattfindenden Rennen sowie bei im Ausland stattfindenden Rennen eingesetzten Summen gegolten; aus den Vorarbeiten gehe eindeutig das Bemühen des Dekretgebers hervor, die Gleichheit in diesem Bereich zu gewährleisten.

A.5.2. Hinsichtlich der neuen steuerlichen Regelung habe der Dekretgeber einerseits nicht dem Gutachten des Staatsrats Rechnung getragen, der die Vereinbarkeit dieser unterschiedlichen Steuer mit dem Gemeinschaftsgrundsatz der Nichtdiskriminierung in Frage gestellt habe, und sei andererseits eine andere als haushaltsmäßige Zielsetzung zum Ausdruck gebracht worden, wobei es sich nämlich um die Begünstigung der Wettbüros, deren Gesellschaftssitz sich in der Wallonischen Region befinde, handele - was eine gesetzwidrige Zielsetzung sei.

Übrigens sei je nach dem Fall festzuhalten, daß die verschiedenen Hinweise auf die europäische Rechtsprechung im Gegensatz zu dem, was behauptet werde, für die diskriminierende Beschaffenheit der fraglichen Bestimmung sprechen würden (siehe Urteil vom 28. Januar 1986, Rechtssache Nr. 270/83) bzw. unerheblich seien (Urteile Cassis de Dijon vom 20. Februar 1972 und Casarin vom 30. November 1995).

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

A.6. Es sei in Erinnerung zu rufen, daß aus den Vorarbeiten hervorgehe, daß die vom Dekretgeber verfolgte Zielsetzung nicht bzw. nicht nur haushaltsmäßig gewesen sei, sondern protektionistisch; eine solche Zielsetzung sei gesetzwidrig und stehe im Widerspruch zum Gleichheitsgrundsatz.

Übrigens erscheine die fragliche Steuer im Hinblick auf die haushaltsmäßige Zielsetzung sowohl inadäquat als auch unverhältnismäßig. Sie sei inadäquat, weil die Erhöhung der Steuersätze nicht auch die in Belgien stattfindenden Rennen betreffe. Sie sei unverhältnismäßig, weil die bisherigen Steuern nicht vollständig eingetrieben würden.

Schließlich würden die Modalitäten der Progression der fraglichen Steuer auf gar keinem objektiven Kriterium beruhen. Insbesondere beziehe sich der Schwellenbetrag von zwei Milliarden nur auf die klagende Partei; sie unterliege demzufolge als einzige der höchsten Steuer, und die Progression habe also in Wirklichkeit zur Folge, daß die in der Wallonischen Region ansässigen Wettbüros geschützt würden.

- B -

Die fragliche Bestimmung

B.1. Das Dekret der Wallonischen Region vom 6. März 1996 ändert das Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in Sachen Spiele und Wetten ab. Sein Artikel 1 bestimmt folgendes :

« Der durch das Dekret vom 29. Juni 1985 eingefügte Artikel 44bis des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

In Abweichung von den Artikeln 43 und 44 wird, was die in der Wallonischen Region angenommenen Wetten betrifft, die Steuer wie folgt festgelegt :

1° Für Rennen, die in Belgien stattfinden : 10 % des Bruttoertrags der beim Totalisator eingesetzten Summen.

2° Für Rennen, die im Ausland stattfinden :

a) 10 % des Bruttoertrags der eingesetzten Summen, bis zur Höhe von 500 Millionen Francs pro Kalenderjahr;

b) 10,5 % dieser Summen über 500 Millionen Francs bis zu 2 Milliarden Francs pro Kalenderjahr;

c) 11 % über 2 Milliarden Francs pro Kalenderjahr.

[3° Für Rennen, die in Belgien stattfinden : 6 % des Bruttoertrags der bei der Buchmacherwette eingesetzten Summen.] »

Die Klage bezieht sich nur auf Ziffer 2° a) bis c) dieses Artikels 1.

Zur Hauptsache

B.2. Die klagende Partei macht einen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung geltend. Einerseits sei die unterschiedliche Besteuerung der Steuerpflichtigen je nachdem, ob die Pferderennen, auf die sich die Wetten beziehen, in Belgien oder im Ausland stattfinden, diskriminierend. Andererseits sei auch das Steuersystem - mit progressiven Steuersätzen von 10 Prozent, 10,5 Prozent und 11 Prozent -, das für die Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen berücksichtigt wird, diskriminierend.

B.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs. Sie gelten auch in steuerlichen Angelegenheiten, was übrigens durch Artikel 172 der Verfassung bestätigt wird, der eine besondere Anwendung des in Artikel 10 verankerten Gleichheitsgrundsatzes darstellt.

B.5. Es ist Sache des Gesetzgebers - des Regionalgesetzgebers, wenn es sich um die Steuer auf Spiele und Wetten handelt -, die verschiedenen Handlungen und Leistungen festzulegen, die mit der Steuer belegt werden, und die dabei geltenden Steuersätze zu bestimmen. Es ist nicht Aufgabe des Hofes, zu beurteilen, ob eine vom Gesetzgeber vorgeschriebene Maßnahme angebracht oder wünschenswert ist.

Wenn der Gesetzgeber jedoch ausreichend vergleichbare Kategorien von Steuerpflichtigen - im vorliegenden Fall die Akteure im Bereich der Pferderennen, die einer unterschiedlichen steuerlichen Regelung unterliegen, je nachdem, ob die Pferderennen, auf die sich die Wetten beziehen, in Belgien oder im Ausland stattfinden, und je nach der Höhe der eingesetzten Summen - unterschiedlich behandelt, hat der Hof zu prüfen, ob es für diesen Behandlungsunterschied eine objektive und angemessene Rechtfertigung gibt.

B.6. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 1 des Dekrets vom 6. März 1996 geht hervor, daß der Regionalgesetzgeber mit der Annahme dieser Bestimmung ein haushaltsmäßiges Ziel verfolgt hat. So würde laut der Begründungsschrift (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995-1996, 122, Nr. 1, S. 2) « die vorgeschlagene Maßnahme zusätzliche Einnahmen in Höhe von 43,3 Millionen Franken ermöglichen [...; sie] paßt in den Rahmen einer Gesamtheit von Maßnahmen, mit denen ab 1996 die festgelegte haushaltsmäßige Zielsetzung erreicht werden könnte, d.h. zusätzliche Einnahmen in Höhe von insgesamt 216 Millionen Franken ». Die gleiche haushaltsmäßige Zielsetzung geht ebenfalls aus dem Bericht hervor (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995-1996, 121, 122 und 123, 2°, S. 5), dem zufolge « die vorgeschlagene Maßnahme möglicherweise zu einer zusätzlichen Einnahme in Höhe von 43,3 Millionen aufgrund des 1994 getätigten Umsatzes führen könnte ».

In denselben Vorarbeiten wird außerdem darauf hingewiesen, daß der Gesetzgeber bei der Suche nach diesen zusätzlichen Haushaltsmitteln das mögliche Risiko, das die Steuererhöhung bei Pferdewetten für die Beschäftigungslage beinhaltete, nicht hat vernachlässigen wollen (*Dok.*, Wallonischer Regionalrat, 1995-1996, 122, 1°, S. 2).

B.7. Es ist nicht unangemessen, mittels dreier Steuerstufen mit einem jeweiligen Steuersatz von 10 Prozent, 10,5 Prozent und 11 Prozent eine Progression eingeführt zu haben. Der Gesetzgeber konnte nämlich berechtigterweise davon ausgehen, daß der Betrag der von den Pferdewettbüros zusammengebrachten Gelder auf adäquate Weise den Umfang ihrer Belastbarkeit ausdrückt und daß je höher diese Beträge sind, um so besser die betreffenden Steuerpflichtigen in der Lage sind, zu dem verfolgten Haushaltsziel beizutragen; er hat ebenfalls den Umstand berücksichtigen können, daß, da der verhältnismäßige Anteil der Fixkosten abnimmt, wenn der Umsatz zunimmt, die höheren Steuerstufen zu einem höheren Satz besteuert werden können.

B.8. Hinsichtlich der vom Gesetzgeber getroffenen Wahl in bezug auf die Progression der Steuersätze - die die klagende Partei kritisiert, insbesondere den Steuersatz von 11 Prozent, der auf den Teil der eingesetzten Summen oberhalb des Betrags von zwei Milliarden anwendbar ist - scheint der Gesetzgeber die Grenzen seiner einschlägigen Beurteilungszuständigkeit nicht überschritten zu haben.

B.9. Übrigens, in der Annahme, daß die Behauptung der klagenden Partei, der zufolge nur sie der höheren Steuerstufe unterliegen würde, richtig wäre, impliziert schließlich der Umstand, daß in Wirklichkeit nur ein einziger Steuerpflichtiger zu einem bestimmten Zeitpunkt einer bestimmten Steuerstufe unterliegt, an sich nicht, daß der betreffende Steuersatz als diskriminierend zu betrachten wäre, da - wie im vorliegenden Fall - das berücksichtigte Unterscheidungskriterium zulässig ist. Der Hof stellt in dieser Hinsicht fest, daß die fragliche Bestimmung nicht ausschließt, daß andere Akteure der höheren Steuerstufe unterliegen können bzw. daß sich die klagende Partei infolge einer eventuellen Abnahme ihres Umsatzes dieser Steuerstufe entziehen könnte.

B.10. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß Artikel 1 2° des Dekrets vom 6. März 1996 insofern, als er einen progressiven Steuersatz berücksichtigt, der aufgrund der Höhe der von der Teilnehmern eingesetzten Summen angepaßt wurde, abgesehen vom Vergleich mit Artikel 1 1°, der Gegenstand des ersten Klagegrunds ist, nicht gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung verstößt.

B.11. Im ersten Klagegrund wird jedoch beanstandet, daß die fragliche Bestimmung den Sektor der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen gegenüber demjenigen der Wetten auf in Belgien stattfindende Pferderennen diskriminieren würde. Es ist zu prüfen, ob das Unterscheidungskriterium, das auf der geographischen Lokalisierung der Pferderennen beruht, hinsichtlich der unterschiedlichen steuerlichen Behandlung der Akteure im Bereich der Pferderennen erheblich ist.

B.12. Unter Berücksichtigung der Zielsetzung des Dekretgebers erscheint es nicht in angemessener Weise gerechtfertigt, daß die Anwendung dieser Progression nur den Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen vorbehalten wird, wohingegen die Wetten auf in Belgien stattfindende Pferderennen ihrerseits mit einem einheitlichen Steuersatz belegt werden.

Das Argument, dem zufolge der Sektor der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen den größten Teil der gesamten Steuergrundlage (etwa 90 Prozent für das Haushaltsjahr 1995, laut der von der Wallonischen Regierung vorgelegten Tabelle) vertreten würde, kann den oben dargelegten Behandlungsunterschied nicht rechtfertigen. Wenngleich es legitim ist, daß dieser Sektor, in seiner Allgemeinheit und in Anbetracht seines Umsatzes, in hohem Maße zum verfolgten Haushaltsziel beiträgt und der Bereich der Sektor der Wetten auf in Belgien stattfindende Pferderennen einen geringeren Beitrag leistet, ergibt sich daraus nämlich keineswegs, daß, einzeln betrachtet, die Akteure im Sektor der Wetten auf in Belgien stattfindende Pferderennen bei gleichem Umsatz gegenüber den Akteuren in den Sektoren der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen begünstigt werden dürfen. Dies ist jedoch der Fall, was die Umsatzzahlen bei eingesetzten Summen in Höhe von über 500 Millionen betrifft, da nur die Akteure der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen einem progressiven Steuersatz unterliegen, der je nach dem Fall 10,5 oder 11 Prozent beträgt.

Das Argument, dem zufolge sowohl in der Flämischen Region als auch in der Region Brüssel-Hauptstadt der Sektor der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen einer höheren Steuer unterliegen würde als der Sektor der Wetten auf in Belgien stattfindende Pferderennen, ist ebenfalls unerheblich.

B.13. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß die fragliche Bestimmung dadurch, daß sie nur dem Sektor der Wetten auf im Ausland stattfindende Pferderennen die Anwendung des durch sie eingeführten Steuersatzes auferlegt, gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung verstößt.

B.14. Unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Nichtigklärung, die im vorliegenden Fall die frühere Norm nicht wieder in Kraft setzt, dazu führt, daß nur für die Steuer bezüglich der Wetten auf die im Ausland stattfindenden Pferderennen keine gesetzliche Grundlage vorhanden ist, während keiner der Akteure im Sektor der Wetten auf in Belgien stattfindenden Rennen angeblich einen Umsatz tätigt, der, falls die in der für nichtig erklärten Bestimmung genannten Grundsätze auf sie anwendbar wären, den Steuerstufen unterliegen würden, in denen der Satz in Höhe von 10,5 Prozent und 11 Prozent gilt, ist Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof zur Anwendung zu bringen; damit der wallonische Regionalgesetzgeber in die Lage versetzt wird, Artikel 1 des Dekrets vom 6. März 1996 insgesamt zu revidieren, werden die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Dezember 1997 aufrechterhalten.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

- erklärt Artikel 1 2° a) bis c) des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. März 1996 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern in Sachen Spiele und Wetten für nichtig;
- erhält die Folgen dieser Bestimmung bis zum 31. Dezember 1997 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Juli 1997.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES FINANCES

[97/3377]

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. — Nomination

Par arrêté royal du 21 mai 1997, Mme Mignolet, Alice M.J., receveur A de l'enregistrement à Gembloux, est nommée conservateur des hypothèques à Marche-en-Famenne, à la date du 1er septembre 1997.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[97/3377]

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 mei 1997 wordt Mevr. Mignolet, Alice M.J., ontvanger A van de registratie te Gembloux, benoemd tot hypotheekbewaarder te Marche-en-Famenne, op datum van 1 september 1997.

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 97/35855]

Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest

Laboratorium voor de analyse van afvalstoffen Erkenning

Bij ministerieel besluit van 5 juni 1997 werd artikel 3 van het ministerieel besluit van 24 juni 1996 houdende erkenning van het laboratorium ECCA, Klaartestraat 24, 9052 Zwijnaarde, vervangen door volgende bepaling :

« De analyses hebben betrekking op de bepaling van :

A : Percolaat- en peilputwaters : anorganische parameters;

B : Percolaat- en peilputwaterparameters : organische parameters;

C : Afvalstoffensamenstelling : anorganische parameters;

D : Afvalstoffensamenstelling : organische parameters;

E : Gevaarlijke afvalstoffen : anorganische parameters;

F : Gevaarlijke afvalstoffen : organische parameters;

L : Dierlijk afval : bacteriologische parameters;

De gedetailleerde lijst van analyseparameters wordt gegeven in bijlage ».

De erkenning wordt verleend tot 30 juni 1999.

Bij ministerieel besluit van 5 juni 1997 werd artikel 3 van het ministerieel besluit van 9 januari 1995 houdende verlenging van de erkenning van het laboratorium CVDO, G. de Stuersstraat 13, 8900 Ieper, vervangen door volgende bepaling :

« De analyses hebben betrekking op de bepaling van :

A : Percolaat- en peilputwaters : anorganische parameters;

L : Dierlijk afval : bacteriologische parameters.

De gedetailleerde lijst van analyseparameters wordt gegeven in bijlage ».

De verlenging wordt verleend tot 30 september 1998.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C - 97/35855]

Société publique des déchets pour la Région flamande

Laboratoire pour l'analyse de déchets Agrément

Par arrêté ministériel du 5 juin 1997, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 24 juin 1996 portant l'agrément du laboratoire ECCA, Klaartestraat 24, 9052 Zwijnaarde, est remplacé par la disposition suivante :

« Les analyses portent à atteindre :

A : Eaux de percolation et des puits de jaugeage : paramètres inorganiques

B : Paramètres de percolation et d'eaux des puits de jaugeage : paramètres organiques;

C : Composition des déchets : paramètres inorganiques;

D : Composition des déchets : paramètres organiques;

E : Déchets dangereux : paramètres inorganiques;

F : Déchets dangereux : paramètres organiques

L : Déchets animaux : paramètres bactériologiques

Dans l'annexe se trouve la liste détaillée des paramètres d'analyse ».

L'agrément est octroyé jusqu'au 30 juin 1999.

Par arrêté ministériel du 5 juin 1997, l'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 1995 portant la prolongation de l'agrément du laboratoire CVDO, G. de Stuersstraat 13, 8900 Ieper, est remplacé par la disposition suivante :

« Les analyses portent à atteindre :

A : Paramètres d'eaux de percolation et d'eaux des puits de jaugeage : paramètres inorganiques;

L : Déchets animaux : paramètres bactériologiques

Dans l'annexe se trouve la liste détaillée des paramètres d'analyse ».

L'agrément est octroyé jusqu'au 30 septembre 1998.